

BULLETIN OFFICIEL DES ARMEES



Edition Chronologique

PARTIE PERMANENTE
Administration Centrale

CIRCULAIRE N° 51698/DEF/CAB

relative aux règles et comportements à observer au sein du département de la défense et des organismes placés sous sa tutelle
en matière d'emploi de la langue française.

Du 9 décembre 1994

CABINET DU MINISTÈRE.

CIRCULAIRE N° 51698/DEF/CAB relative aux règles et comportements à observer au sein du département de la défense et des organismes placés sous sa tutelle en matière d'emploi de la langue française.

Du 9 décembre 1994

Classement dans l'édition méthodique : BOEM 120-0.3.2.

Référence de publication : BOC, p. 4886.

Les règles à suivre par les agents publics en ce qui concerne l'emploi de la langue française dans l'exercice de leurs fonctions et activités sont issues de la loi n° 94-665 du 4 août 1994⁽¹⁾ relative à l'emploi de la langue française, dont l'objet est très général, et de la circulaire du Premier ministre du 12 avril 1994 ⁽²⁾ traitant de ce sujet.

Pour son domaine propre, le ministre des affaires étrangères a défini à l'intention des agents dont les missions se situent dans le cadre des relations internationales, dans quel esprit et selon quelles modalités les nouvelles directives devaient être mises en œuvre ⁽³⁾.

En outre, le paragraphe 7 de la circulaire du Premier ministre du 12 avril 1994 prévoit que chaque ministre édictera dans une instruction particulière les mesures plus spécialement adaptées aux cas et situations propres à son département.

Celles-ci font l'objet des directives suivantes que je vous demande de mettre en application sans délai et sous votre propre responsabilité.

Chacun de vos subordonnés doit être conscient de l'importance de l'enjeu national que comporte le dispositif décidé par le parlement sur la proposition du gouvernement. La France ne maintiendra sa place dans le monde que si sa langue demeure une langue universelle. Comme l'a souligné récemment le Premier ministre, « notre langue est une composante essentielle de l'exemplarité française ».

Dans la mesure où ils représentent l'Etat et donc la France, nos fonctionnaires, nos officiers, nos ingénieurs, doivent être conscients des responsabilités qui leur incombent à cet égard.

J'examinerai successivement :

- l'action de formation ou perfectionnement à conduire envers le personnel du département, et plus généralement les actions à mener en interne ;
- les comportements à adopter dans nos relations externes ;
- la conduite à tenir s'agissant des activités internationales par nature ;
- le contrôle de l'ensemble.

I. ACTIONS À MENER EN INTERNE.

Formation et perfectionnement.

Le bon usage de la langue dans la vie administrative de tous les jours suppose avant tout une formation correcte en français des agents qui sont appelés à s'exprimer.

Les examens et concours donnant accès aux emplois impliquant une fonction de rédaction ou d'expression dans des réunions de travail sont un premier élément de sélection permettant d'écarter des éléments qui présentent des lacunes graves et manifestes sur ce plan.

Par-delà ce stade, les supérieurs hiérarchiques ne doivent plus admettre de relâchements dans la qualité de la formulation sous prétexte d'urgence ou « d'efficacité d'abord ». Ces remarques valent tout particulièrement pour les secteurs techniques.

La direction de la fonction militaire et du personnel civil offre des modules de formation consacrés à l'expression française. Ceux-ci devront être renforcés, élargis, et comporter des degrés permettant de s'adresser à des agents ayant dépassé le niveau des catégories C et D.

Le tirage et la diffusion large de guides de rédaction administrative doivent être développés et orientés vers les catégories A et B, notamment débutants, ainsi que les sous-officiers qui n'ont pas toujours reçu une formation satisfaisante à cet égard.

La direction de l'administration générale veillera par ailleurs à assurer une diffusion étendue des arrêtés de terminologie défense issus des travaux de la commission fonctionnant au sein du département.

Les difficultés éventuelles doivent être soumises au haut fonctionnaire de terminologie de la défense.

Cette diffusion pourra d'ailleurs ne pas se borner à la seule production de cette commission, mais s'étendre à d'autres en tant que de besoin, en particulier de l'informatique où il y a de gros progrès à faire et qui touche très directement l'activité de plusieurs directions et services de la défense.

Equipements.

C'est ainsi par exemple que dans le choix des équipements informatiques et bureautiques, la préférence doit être donnée aux matériels permettant la sortie de documents papier comportant des indications en français. Les logiciels de traitement de texte notamment portant des mentions exclusives en langue étrangère ne seront retenus qu'en cas d'inexistence d'autres possibilités. Même remarque au sujet des modèles d'appareils de télécopie.

II. RELATIONS AVEC LE PUBLIC ET L'EXTÉRIEUR D'UNE MANIÈRE GÉNÉRALE.

Le domaine des actions de communication doit faire l'objet d'une vigilance toute particulière car il est représentatif du département vis-à-vis de nos partenaires extérieurs et vis-à-vis du public.

Le champ d'application est vaste puisqu'il concerne les correspondances externes, les rapports, les documents et publications destinés à des lecteurs ou utilisateurs d'appartenances diverses : les communications intéressant les armées utilisent des moyens médiatiques de toute nature.

Si certains secteurs du ministère se trouvent plus spécialement concernés de par la fréquence et le volume de leurs diffusions (service d'information et de relations publiques des armées, délégation générale pour l'armement notamment), il n'y a guère de directions ou services qui soient à l'écart de cette préoccupation.

Je demande donc à tous de veiller soigneusement à la correction de la langue utilisée. J'ai pu constater personnellement qu'un sérieux effort sur ce plan s'avère nécessaire.

A cette fin, les règles suivantes représentent un minimum à respecter.

L'usage du français à titre principal est obligatoire. Le fait que tel ou document doit pouvoir toucher d'autres pays ne saurait justifier de s'affranchir de cette obligation. Si nécessaire, voire simplement utile, une traduction peut toujours être jointe, soit à la suite, soit au fil du texte, et sans privilégier systématiquement une seule langue étrangère.

Les publications bénéficiant de subventions publiques sont également soumises à ce même principe, dont le respect conditionnera le maintien des aides.

A l'intérieur des textes, légendes, commentaires, etc., les expressions étrangères sont à proscrire dans tous les cas, déjà très nombreux, où des arrêtés de terminologie dûment publiés ont inscrit l'équivalent français homologué d'une expression étrangère.

Ces arrêtés ont tous été publiés au BOEM 120-0* (documentation administrative, correspondance militaire), et pour l'informatique, on les trouve également au BOEM 160* (l'organisation, les méthodes et l'informatique). En outre, le dictionnaire des termes officiels (4) contient *in fine* les références précises des arrêtés de terminologie publiés, domaine par domaine. Il est impératif de s'y reporter.

Là encore les secrétariats des commissions de terminologie sont habilités à fournir des renseignements et à prendre note des lacunes de vocabulaire qui peuvent apparaître (5).

Les sigles, logos, abréviations auxquels l'on a fréquemment recours ne doivent pas utiliser une langue étrangère mais une expression française. De la même manière, les noms de code dont on baptise souvent une opération, voire une simple action, doivent être choisis dans la terminologie française exclusivement (6).

Sur la question des sigles, une lettre du Premier ministre en date du 4 novembre 1994 (7) rappelle la nécessité d'en limiter strictement l'emploi. Trop souvent compris seulement d'un petit nombre de spécialistes, ils demeurent indéchiffrables pour la majorité, notamment le public lorsqu'il est concerné.

Seuls les sigles d'usage courant sont admissibles, et après une première explication de leur sens au début du texte où l'on a recours à eux.

Les réunions et colloques organisés en territoire français doivent être menés en français, avec si nécessaire un dispositif de traduction simultanée ou consécutive. De même lorsque des participants ne peuvent s'exprimer en français.

Une autre méthode consiste à distribuer aux participants des traductions préalables des interventions ou communications.

Elle ne peut être admise qu'à titre dérogatoire, et la délégation générale à la langue française en est tenue informée par le canal du haut fonctionnaire de terminologie de la défense.

La loi n° 94-665 du 4 août 1994 traite également des inscriptions et annonces destinées à la lecture ou à l'audition par le public.

Cette définition doit s'entendre au sens large et inclure notamment les messages enregistrés sur répondeurs, les banques d'information télématiques, les bornes interactives, etc.

Ces enregistrements et diffusions doivent être effectués dans un français correct et exempt de termes ou formules de provenance étrangère.

Les autorités hiérarchiquement responsables de la mise en service de ces divers moyens d'information doivent veiller personnellement au respect de ces prescriptions avant d'autoriser leur utilisation.

S'agissant plus particulièrement des personnes morales de droit public et aussi des personnes privées investies d'une mission de service public, la loi impose la rédaction en langue française des contrats où elles sont parties. Ceux-ci doivent proscrire toute expression ou terme étranger dès lors qu'existe un équivalent français dûment approuvé dans un arrêté de terminologie. Ne peuvent faire exception à cette obligation que les contrats appelés à être exécutés hors du territoire national.

Dans le même esprit, les fabrications à usage commercial utilisant une expression ou un terme étranger sont interdits aux organismes dotés d'une personnalité morale de droit public, ainsi qu'aux personnes morales de

droit privé chargées d'une mission de service public dans l'exécution de celle-ci.

III. RELATIONS INTERNATIONALES.

Les consignes données au niveau interministériel dans le cas des activités menées sur un plan international sont claires et précises.

Elles envisagent d'abord la situation lorsque les protagonistes se trouvent *en territoire français*.

L'agent public français doit s'exprimer dans sa langue et ne recourir aux langues internationales européennes que s'il y a nécessité vis-à-vis de ses interlocuteurs.

L'interprétariat est une autre solution.

Pour les hôtes d'un rang élevé, chacun s'exprime dans sa langue avec interprète, sans recourir à un autre véhicule d'expression orale.

Dans les réunions internationales, le français doit prévaloir. A défaut la traduction simultanée doit être organisée.

Si tel n'est pas le cas, les représentants français ont consigne de se retirer. Lorsqu'il est indispensable de participer, le chef de notre délégation est tenu de protester explicitement dès l'ouverture.

S'agissant de l'expression écrite, le rédacteur français en fonction dans son propre pays emploie exclusivement sa langue. Il en va de même des correspondants installés en France, y compris ceux appartenant aux représentations diplomatiques nationales et les membres des organisations internationales ayant leur siège en France.

Les documents qui émanent d'eux doivent comporter une version en français, les textes provenant directement de l'étranger faisant seuls exception.

Il est rappelé enfin que tout accord, convention, mémoires d'entente, etc., ne peuvent être validés que s'il en existe une version française faisant foi.

En territoire étranger.

Les enceintes de souveraineté française sont placées du point de vue linguistique dans la même situation que celles situées en territoire français.

L'usage du français s'impose pareillement à nos représentants au sein des organismes internationaux où cette langue est officiellement reconnue.

A l'occasion des réceptions dans les ambassades, les interventions et allocutions de nos ressortissants doivent être prononcées en français, accompagnées le cas échéant de leur traduction.

Pour la conversation courante des repas, cocktails, etc., la ou les langues en usage dans le pays de résidence peuvent être pratiquées.

Hors des locaux de souveraineté française, l'usage du français est recommandé dans toute la mesure du possible.

Dans les pays non anglophones, l'emploi de l'anglais, même s'il est fréquent, ne doit être ni systématique, ni privilégié. Notamment en pays latins, l'une des langues de la communauté latine est à préférer à l'usage de l'anglais.

S'agissant de la communication écrite, celle-ci s'effectue en français si le point d'émission est un lieu de souveraineté française, avec l'aide d'une traduction dans la langue du pays de résidence si besoin est. En sens inverse, les correspondances diplomatiques adressées à nos postes à l'étranger sont rédigées soit en français, soit dans la langue du pays de résidence.

Cas des organismes internationaux.

Le français fait presque toujours partie des langues de travail reconnues. Il convient donc, en faisant bloc avec les autres Etats francophones, de prononcer dans notre langue les allocutions, déclarations et interventions au nom de la délégation ou représentation française.

D'une manière générale, il y a lieu de se reporter aux directives données au paragraphe III « Relations internationales ». Les comptes rendus de cette sorte de réunions devront insérer une mention précisant de quelle manière s'est déroulée la séance du point de vue linguistique.

La communication écrite provenant des missions et délégations françaises doit obligatoirement être rédigée en français, éventuellement avec une traduction à l'appui.

Les documents émanant des organismes internationaux et s'adressant à des autorités françaises doivent comporter une version française qu'il faut exiger, et en son absence, demander le report de la réunion en cause.

Tout incident de cet ordre ne peut être passé sous silence et les participants français en réclameront la mention formelle au procès-verbal.

Ces règles sont particulièrement impératives s'agissant des organismes communautaires, mais pas uniquement.

Je rappellerai à titre d'exemple qu'à l'union de l'Europe Occidentale (*UEO*) le français est au nombre des langues officielles, qu'à l'organisation du traité de l'Atlantique Nord (*OTAN*) le français est reconnu comme langue de travail, et qu'en ce qui concerne le corps européen (Eurocorps) le français et l'allemand sont les deux langues des relations courantes.

IV. CONTRÔLE DU RESPECT DES RÈGLES ÉDICTÉES PAR LA PRÉSENTE INSTRUCTION.

En droit commun, la loi habilite les associations de défense de la langue française à se porter partie civile dans le cas d'infractions constatées dans les conditions légales.

Dans les services administratifs de l'Etat la surveillance en cette matière incombera aux autorités chargées du contrôle général de leur fonctionnement.

En ce qui concerne le ministère de la défense, sont habilités à constater les infractions :

- les membres du corps du contrôle général des armées ;
- les inspecteurs ;
- le haut fonctionnaire terminologie du ministère de la défense.

Ces autorités adressent une note d'observation d'un modèle défini à l'avance, à destination du supérieur de l'auteur de l'infraction.

La délégation générale à la langue française est informée de ces cas par l'intermédiaire de son représentant qui est le haut fonctionnaire terminologie. Ce dernier doit être rendu destinataire en copie de tous les relevés d'infraction.

Conformément aux instructions données par le Premier ministre, les auteurs de manquements graves ou répétés doivent en supporter les effets sur la rubrique « qualité de l'expression (orale, écrite) » de leur bulletin de notation avec ses éventuelles conséquences sur la note chiffrée ou le niveau de classement.

Cette disposition ne saurait demeurer lettre morte et si nécessaire il sera procédé à des vérifications ponctuelles.

Les incidents survenus dans le domaine international et figurant dans les procès-verbaux ainsi qu'il a été précisé « supra », sont portés à la connaissance du cabinet et à celle du haut fonctionnaire terminologie sous forme d'extrait dudit procès-verbal.

Les contrôles décrits dans la présente section sont étendus aux organismes sous tutelle.

Ces contrôles et les conséquences qui peuvent en résulter ont surtout pour objet de faire prendre conscience à chaque rédacteur en particulier de l'importance de l'enjeu. Plus qu'un système pointilleux et répressif, ils visent à susciter des réflexes nouveaux où l'abandon à la facilité, au snobisme ou au mépris de la qualité de l'expression fera place à un minimum de discipline grâce auquel chacun peut apporter sa contribution à la défense et au rayonnement de notre langue.

Pour le ministre d'Etat, ministre de la défense et par délégation :

Le directeur du cabinet civil et militaire,

François LEPINE.

(1) BOC, p. 3317.

(2) BOC, p. 1350.

(3) Circulaire n°157668 du 27 mai 1994 (n.i. BO).

(4) Brochure n° 1468 éditée par le Journal officiel de la République française et la délégation générale à la langue française.

(5) Pour le ministère de la défense, direction de l'administration générale, sous-direction des affaires administratives.

(6) Le recours au latin peut être admis dans la mesure où notre langue en procède directement.

(7) N.i. BO.